

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 12 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANZEM RECUP SARL

Les Veillières
23000 Anzême

Références : 2026-02-12 UID232026-008r georisques
Code AIOT : 0006003151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2026 dans l'établissement ANZEM RECUP SARL implanté Les Veillières 23000 Anzême. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANZEM RECUP SARL
- Les Veillières 23000 Anzême
- Code AIOT : 0006003151
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ANZEME RECUP est autorisée et agréée pour l'exploitation d'un centre de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage. En 2023, la société a connu un changement de gérant au profit de M. Thomas MAGLOIRE. Plusieurs non-conformités ont été relevées durant les inspections des 14 janvier et 2 septembre 2025. Par suite, L'arrêté préfectoral du 9 octobre 2025 a mis la société en demeure de régulariser ces non-conformités, sous un délai d'un mois.

L'inspection du 6 janvier 2026 s'est inscrite dans un cadre de vérification de la bonne application des prescriptions de l'arrêté préfectoral précité. La gendarmerie était présente sur le site, contrairement à M. MAGLOIRE une nouvelle fois absent, bien qu'informé de la tenue de l'inspection sur place.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de l'installation	AP de Mise en Demeure du 09/10/2025, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	
2	Entretien des dispositifs de traitement des effluents aqueux	AP de Mise en Demeure du 09/10/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	
3	Elimination des déchets	AP de Mise en Demeure du 09/10/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 octobre 2025, il est proposé à M. le Préfet de mettre en place une sanction administrative à l'encontre de la société ANZEME RECUP SARL, sous la forme d'une astreinte administrative journalière par arrêté préfectoral. Le projet d'arrêté que nous soumettons à la signature de l'autorité préfectorale de la Creuse est joint au présent rapport. Il ne nécessite pas de requérir l'avis du CODERST.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/10/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : La SARL ANZEME RECUP, dont les installations sont situées « Les Veillières - 23000 Anzème », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.7.6 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2008 susvisé, rappelées ci-après : « L'exploitation de l'installation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés. Afin d'éviter tout acte de malveillance, la clôture totale des parcelles BK n°20 et n°45 sera assurée hors des périodes de travail. » En ce sens, un portail d'entrée fermé à clé devra être mis en place dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.
Constats : Au jour de l'inspection, le portail était entièrement ouvert, donnant ainsi accès à l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte

N° 2 : Entretien des dispositifs de traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : La SARL ANZEME RECUP est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2008 susvisé, rappelées en partie ci-après : « Les eaux provenant des aires de déchargement et de stockage des déchets seront traitées avant rejet par un dispositif débourbeur séparateur à hydrocarbure muni d'un obturateur automatique. Cette installation fera l'objet d'un entretien aussi fréquent que nécessaire assuré par un personnel compétent. L'intervalle des interventions d'entretien n'excédera pas un an. » Le justificatif d'entretien du séparateur à hydrocarbures doit être transmis dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.
Constats : Aucun justificatif de vidange du séparateur d'hydrocarbures n'a été transmis à l'Inspection. Par ailleurs, joint au téléphone, l'exploitant a indiqué que cet entretien n'avait pas été effectué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte

N° 3 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/10/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : La SARL ANZEME RECUP est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.7.8 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2008 susvisé, rappelées ci-après : « Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation. Les déchets non recyclables résultant du tri doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans. A l'issue du tri, les produits recyclables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées à cet effet, ce que l'exploitant doit être en mesure de justifier. » Les déchets encore stockés sur site doivent être évacués et éliminés dans des installations adaptées et autorisées dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral. Les justificatifs d'élimination des déchets sont à fournir.
Constats : Les déchets présents sur place n'ont pas été évacués.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte